

DÉCLARATION DU FORUM DES OSC À LA CIN2

Les 16, 17 et 18 novembre, nous, les mouvements sociaux représentant les paysans, les petits pêcheurs et les communautés de pêcheurs, les pasteurs, les pauvres urbains, les consommateurs, les femmes, la jeunesse rurale, les Peuples Autochtones et les travailleurs agricoles, nous sommes joints aux représentants des organisations de la société civile d'intérêt public qui se sont activement engagés dans le processus de préparation de la Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN2), pour partager nos valeurs et nos aspirations, pour unir nos forces dans une vision commune sur comment éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes, et pour appeler les gouvernements et les organisations internationales à rendre compte de leurs obligations et des engagements pris.

Il est totalement inacceptable que dans un monde d'abondance, plus de 800 millions de nos frères et sœurs se couchent le soir sans avoir mangé à leur faim, que plus de 500 millions de personnes soient obèses. Il est inacceptable que plus de 150 millions de nos enfants souffrent de retard de croissance, que 50 millions d'entre eux souffrent de malnutrition aigue, que 40 millions d'enfants soient obèses et que 800 000 bébés meurent parce qu'ils n'ont pas été allaités. L'injustice nutritionnelle fait que plusieurs milliers de nos enfants sont morts depuis que cette discussion a débuté. Ces problèmes auraient dû trouver une solution depuis trop longtemps maintenant !

22 ans après la première conférence sur la nutrition, cette conférence prend place sans que nous ayons fait le bilan des progrès et des échecs et sans une participation significative de la société civile, en particulier de ceux qui sont les plus affectés par la faim et la malnutrition sous toutes ses formes. Nous regrettons que la CIN2 ait sombré dans l'oubli sans laisser de traces, et nous ne voulons pas que cela se reproduise pour la CIN2.

Nous saluant les conclusions des négociations de la CIN2, notamment le fait qu'elle reconnaisse la malnutrition sous toutes ses formes. Cependant, nous les considérons inadéquates à répondre réellement au défi global de la malnutrition.

Nous réaffirmons que l'alimentation est l'expression de valeurs, de cultures, de relations sociales et de l'autodétermination des peuples, et que le fait de se nourrir soi-même et les autres fait appel à notre propre souveraineté, autonomisation et responsabilité. Lorsqu'on se nourrit et que l'on mange avec sa famille, ses amis et sa communauté, on réaffirme son identité culturelle, sa maîtrise sur sa propre vie et son identité d'être humain. Comprendre et relever le défi de la malnutrition dans toutes ses formes, implique donc une analyse intégrale et multidisciplinaire qui englobe les dimensions politiques et techniques.

Nous reconnaissons que le système alimentaire actuel hégémonique et le modèle de production agro-industriel sont non seulement incapables de répondre aux problèmes de malnutrition, mais ont également contribué à créer diverses formes de malnutrition et à réduire la diversité et la qualité de nos régimes alimentaires. Les accords commerciaux, le soutien aux modèles agroindustriels et la promotion de monocultures et des OGM, l'accaparement des terres, des océans, des lacs, des rivières et des ressources aquatiques par les multinationales, et le manque d'investissements dans la l'agriculture paysanne et familiale ont engendré le déplacement et l'appauvrissement des petits producteurs aux quatre coins de la planète. Le

non-respect de la mobilité de nombre de producteurs, et la sédentarisation forcée, au même titre que le non-respect de la mise en commun de leur ressources naturelles, et la privatisation ou la destruction des structures de gouvernance sont des causes essentielles de malnutrition et de dégâts environnementaux qui ont des retombées irréversibles sur les systèmes de production.

Cela a également produit des conséquences environnementales profondément négatives telles que : l'érosion et la contamination des sols, l'acidification des océans, la perte de fertilité, la réduction de la biodiversité, et le changement climatique. La commercialisation de produits alimentaires hautement transformés a contribué à l'explosion de l'obésité, tandis que des pratiques non-éthiques perpétrées par les fabricants de substituts du lait maternel continuent de porter atteinte à la pratique vitale de l'allaitement maternel. La persistance d'inégalités hommes/femmes et la violation constante des droits des femmes sont autant de causes fondamentales de la malnutrition des femmes et des enfants. Aucune alimentation adéquate n'est possible si les cœurs et les esprits sont violés !

Compte tenu de ce qui précède, nous réaffirmons que la nutrition ne peut être abordée que dans le cadre de systèmes alimentaires locaux vibrants et florissants, profondément respectueux de l'environnement et du territoire, enracinés dans les cultures et traditions locales, et socialement équitables et responsables. Nous sommes persuadés que la souveraineté alimentaire est un préalable essentiel pour assurer la sécurité alimentaire et garantir aux hommes le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates. Dans ce contexte, il est essentiel de réaffirmer la centralité du rôle des petits producteurs et des familles d'agriculteurs en tant qu'acteurs clef, moteurs du développement des systèmes alimentaires locaux et investisseurs majeurs en agriculture. Leur accès sécurisé et leur contrôle et maîtrise des ressources de production telles que : la terre, l'eau et les ressources aquatiques, des routes appropriées pour leurs déplacements, les semences et toute autre ressource génétique, les moyens techniques et financiers, et la protection sociale, notamment des femmes, sont essentiels pour une alimentation diversifiée et une nutrition adéquate.

Il est par conséquent impératif de s'attaquer aux causes politiques, sociales, culturelles et économiques de la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la sous-alimentation, le retard de croissance, le dépérissement, le manque de micronutriments, le surpoids et l'obésité, et les maladies non transmissibles causées par une mauvaise alimentation. Cependant, toute politique, programme ou plan d'action sur l'alimentation et la nutrition doivent sans équivoques être ancrés sur la reconnaissance du droit à une alimentation et une nutrition adéquates, sur le droit à la santé et le droit à l'eau. Ce sont des droits humains fondamentaux qui font des personnes des détenteurs de droits qui sollicitent les Etats à répondre à leur devoir de respecter, protéger et garantir ces droits.